

JEUDI 1^{er} AVRIL 1948

REDACTION-ADMINISTRATION

Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy,
Paris-10^e, C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 380 FR. — 6 MOIS : 190 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

Pour changement d'adresse
joindre 15 francs et la dernière bande

Le numéro : 8 francs

« L'Anarchiste »
est la plus haute
expression de l'Anar-
chisme (M. Reclus).

LIBERTÉ

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Deux Antipatriotismes

Nous avons toujours fait profession de foi d'anti-patriotisme, et bien souvent nous n'avons pas été compris parce que nous nous avançons trop sur la mentalité de nos contemporains. Il faut dire aussi que, très souvent aussi, nous ne les comprenons pas non plus.

En France, le patriotisme est né avec Jeanne d'Arc, et il est resté, en partie, le résultat de la guerre de Cent Ans, c'est-à-dire d'une lutte contre un envahisseur étranger auquel la population ne voulait pas se soumettre (1).

Tout pays a connu des événements de même genre qui ont déterminé cette cohésion morale et matérielle de la population contre l'asservissement, la spoliation, l'humiliation auxquels les conglomérats de la présence de troupes se comportant comme toujours les armées se sont comportées en pays conquis.

Le Pérou, dans ce cas, la population s'abaisse de cinq à deux millions d'habitants du fait de la domination espagnole, doit en finir avec cette domination pour renaitre et pour vivre. L'Italie doit secouer le joug autrichien qui l'écrase. L'Espagne et l'Allemagne doivent se révolter contre Napoléon et les armées françaises qui les ont envahies, et les mettent au pillage. Les Pays-Bas s'insurgent contre les troupes de Castille. Tous ces faits historiques ont donné lieu à la naissance d'un patriotisme que nous pouvons déplorer, mais qui a été la conséquence inéluctable du déroulement de l'histoire humaine et de la politique mondiale des Etats.

Mais le patriotisme a aussi, dans certains cas, une origine plus large et plus profonde. Pour les révolutionnaires de 1793, c'était une affirmation de l'unité de la France, contre la division en territoires constitués autour de petits Etats dépeçés et souvent envahis. L'anarchisme tend à la suppression des frontières, à l'unité de l'espèce et de la société humaine sur le globe. Le patriotisme brisant le cadre des provinces et empêchant la constitution de petites nations en lutte plus ou moins ouverte réalisait une partie de ce que nous désirons réaliser. Il avait alors un sens progressif et humain.

L'unité des différents pays qui constituent l'Europe était sans doute historiquement indispensable pour arriver, ensuite, à l'unité européenne elle-même.

Aujourd'hui, le patriotisme trouve son explication dans les affinités sentimentales, intellectuelles, conscientes ou subconscientes qui existent entre l'individu et le milieu dont il est issu, et qui ont fait, de la substance duquel il est formé. Mais ces affinités ne justifient pas l'exploitation politique que l'on en fait, la constitution politique de nations et d'Etats empêche les uns sur les autres, opposés les uns aux autres, ils justifient moins encore la religion du patriotisme au nom de laquelle on fait massacrer les peuples.

Notre antipatriotisme n'implique donc pas, et n'a jamais impliqué la négation de ce qui est le bien et le mal dans les pays où nous sommes nés. Il implique le refus de reconnaître la systématisation organique et morale, politique et religieuse du fait national, parce que la division du monde en nations implique fatalement la lutte des nations entre elles, avec la sécheresse, les guerres, les pillages, des conquêtes, des guerres, des haines, et de toutes les horreurs que nous connaissons.

Nous sommes antipatriotiques parce que, comme hier les patriotes français brisaient les frontières des provinces et des régions séparées pour affirmer l'unité plus large de la nation, nous voulons briser les frontières des nations pour assurer l'unité plus large de l'humanité.

Il ne s'agit donc pas, comme les fanatiques, les déclamateurs ou les hommes de mauvaise foi l'ont si souvent affirmé, de vouloir l'incantement de la France au bénéfice d'un ou de plusieurs nations étrangères. Il s'agit d'abord de ne pas mettre la France au-dessus des autres nations, comme font, pour leur pays respectif, tous les patriotes de tous les pays. Il s'agit de reconnaître sincèrement ce qui a une valeur humaine partout où on le trouve. Il s'agit enfin d'arriver à créer la communauté des peuples en supprimant les barrières qui les séparent et en créant entre eux un esprit de communauté tout bénéficiant.

La France ne nous est pas indifférente, comme l'Allemagne, l'Espagne, la Chine ou le Canada ne nous sont pas indifférents. Le monde entier, l'humanité entière nous intéresse, la France nous intéresse comme toute partie intégrante du monde et de l'humanité. Plus encore, elle nous intéresse souvent davantage, non pour le seul fait d'y être né, mais parce que nous nous y trouvons, et que partout où nous puissions être, nous mènerons le combat pour la justice et la liberté.

Ajoutons même qu'il existe dans le monde, par l'apport de ses civilisations, ses penseurs, ses révolutions, une mystique de la France. Aujourd'hui, tout nous vient, cette mystique se base sur un mythe, et lorsque nous avons l'impression que nous ne sommes pas seuls, nous constatons que nous ne sommes pas seuls.

A constater — je parle ici pour moi-même — nous en éprouvons une double contrariété : celle que l'on éprouve devant le recul de toute collectivité humaine d'abord, et celle de constater que, mythique ou réelle, s'exerce une influence dont tant d'hommes de progrès éprouvent le besoin.

Cette explication nous met à notre aise pour fixer notre position envers l'antipatriotisme bolchevique. Il est vrai que les soldats-adorateurs de Staline, affirmant, en France, en Italie, en Allemagne,

partout, des sentiments patriotiques si enflammés, qu'ils réveillent ou excitent chez les peuples les vieilles haines, chauvines et les rancœurs séculaires. Mais eux, au fond, et surtout leurs chefs, ne croient pas à la patrie dans le sens classique du mot. Ils croient en leur nouvelle patrie, la Russie.

Nous ne nous scandalisons pas de cette attitude, si elle était réellement justifiée. Au cours du siècle dernier, les libéraux italiens étaient plus près des républicains français que des ultramontains de leur pays ; les protestants français étaient, à la révocation de l'Edit de Nantes, plus près des protestants allemands ou hollandais que des catholiques qui les persécutaient. L'histoire fourmille de cas semblables. Et l'auteur de ces lignes se sentait plus à son aise dans les collectifs libéraux d'Espagne que dans la société capitaliste française.

Nous comprenons donc, répétons-le, que les communistes bolcheviques, qui voient dans la Russie un modèle de perfection, fassent de ce pays leur patrie d'adoption.

(Suite page 2)

Au Jour le Jour

Trieste. — Au cours d'une conférence de presse, M. Simitch, ministre yougoslave des Affaires étrangères a fait savoir qu'il était prêt à négocier directement avec l'Italie. Le gouvernement de Belgrade renouvelle son offre de Novembre 1946 d'incorporer Trieste à l'Italie si l'on donnait, en échange, à la Yougoslavie, la province de Gorizia, selon les accords Tito-Togliatti.

Le gouvernement italien accepte les négociations sur la base de la proposition anglo-franco-américaine. Il semble que la question de Trieste et de l'« Italie libre » provoquée par les élections italiennes du 13 avril prochain, dépende du résultat de ces élections. (On sait que, dans un même souci électoral, le gouvernement soviétique avait demandé auparavant le retour à l'Italie de ses colonies).

A propos de ces élections, les journalistes américains réputés, Joseph et Stewart Alsop, envisageaient, le 17 mars, dans un article pessimiste, trois cas : le maintien des communistes à 30 % des voix, un gain de 5 % et un gain de 10 % et plus. Dans le troisième cas, la guerre civile leur semblait la solution de la crise actuelle avec les conséquences qui en résulteraient.

Le Vatican s'attend à 40 % des suffrages en faveur des communistes. Les autorités yougoslaves ont fermé la frontière entre Trieste et la Yougoslavie.

Berlin. — Le conseil de contrôle « interallié » de Berlin tombe en déréliction. Le 20 mars, le maréchal Sokolovski quittait brutalement la séance qu'il présidait à, de ce fait, provoqué une rupture dans les relations qu'entretenaient les colottes de peau représentant les quatre puissances occupantes.

Un « Congrès du peuple » puis un « Conseil du peuple » puis un « Conseil économique » créés par les soviets laissent entendre qu'une « république populaire » en Allemagne orientale est envisagée.

Déjà, la presse berlinoise, sous licence soviétique, invite anglo-saxons et Français à quitter Berlin.

Le gouvernement militaire américain aurait donné ordre de rétablir le paiement des pensions aux anciens officiers de la Wehrmacht et des S.S.

Varsovie, 23 mars. — Le parti socialiste polonais donne sa démission du Comité socialiste international, imitant le geste fait par les partis socialistes tchécoslovaques et hongrois, deux jours auparavant.

Le 20 mars, les socialistes italiens procommunistes, tendance Pietro Nenni, avait quitté la salle des séances du Comité socialiste international (Comisco) réuni à Londres.

L'Internationale socialiste se trouve ainsi modifiée, mais sera-t-elle moins timorée ?

Une prochaine réunion à Varsovie des socialistes européens de gauche est annoncée par le journal finlandais « Helsingin Sanomat » en vue de constituer une nouvelle internationale socialiste.

Les partis socialistes finlandais, polonais, roumain, hongrois et bulgares ainsi que le parti socialiste de Pietro Nenni, le parti des socialistes tchèques, tiendraient prochainement les assises de cette internationale.

Des invitations auraient été adressées au groupe Zilliacus ou Labur Party et au groupe français « La Bataille Socialiste ».

Paris. — Augmentation prochaine des loyers dans le département de la Seine. Les associations de propriétaires, les associations familiales et la fédération des locataires ont convenu d'un prix annuel fixé au mètre carré, applicable sur la surface totale de l'appartement, y compris ses dépendances et suivant classification de l'immeuble.

Si ce projet était accepté, un loyer

ouvrier pour 20 mètres carrés varierait entre 7.000 et 11.000 fr.

Une allocation-logement est prévue pour les mères-lapins.

L'indemnité touchée par les membres du Conseil économique est passée ces jours-ci à plus de 800.000 par an.

Etats-Unis. — Selon les témoignages du Département d'Etat et de certains fonctionnaires de la « War Assets Administration », des moteurs d'avions ont été envoyés en U.R.S.S. et en Pologne au cours des six derniers mois. D'importantes quantités de matériel attendent encore dans le port de New-York, le départ pour la Russie « qui est toujours une nation amie des U.S.A. », comme M. Truman a pu le dire le 25 mars.

La plus puissante station astronomique du monde s'achève aux U.S.A. Un télescope capable d'atteindre des distances de l'ordre d'un billion d'années-lumière (l'année-lumière : distance parcourue par la lumière pendant un an à sa vitesse de 300.000 kilomètres-seconde).

Les astronomes américains pensent que le super-télescope permettra de rendre sensible aux observateurs la notion de la courbure de l'univers. Notion, formulée par les mathématiciens et déclinée de la relativité, selon laquelle l'espace ne s'étend pas en ligne droite mais étant courbe, l'univers se trouverait déformé.

Palestine. — Au conseil de sécurité, les Etats-Unis revisitent la question palestinienne et se prononcent contre le plan de partage de la Palestine qu'ils avaient préconisé le 29 novembre dernier.

(Suite page 4)

On nous a dit, il n'y a pas de doute, que le circuit direct fait son chemin, et il n'est plus guère de secteur du mouvement social qui ne s'y rallie sous l'une ou l'autre forme. Une seule exception : celle des mouvements d'inspiration communiste qui s'acharnent à miser sur l'inflation. Sans doute verrons-nous les mots d'ordre négligés, écartés ou honnis aujourd'hui, être repris avec grand renfort d'affiches et de coups de gueule, le jour où de nouvelles consignes arriveront. En attendant, il ne faut faire aux commerçants aucune peine même légère.

Dans les syndicats « Force Ouvrière », parmi les autonomes, chez les chrétiens, au sein des associations familiales, les discussions vont bon train et les motions votées par les assemblées reflètent un évident soulagement du problème du ravitaillement et expriment la volonté de supprimer un maximum d'intermédiaires.

La campagne que nous avons lancée parait donc se développer dans une ambiance d'espoir et nos mots d'ordre peuvent constituer une de ces idées forces qui, plus que les appels incessants des parisiens en faveur d'une unité toute théorique, rassemblent la classe ouvrière en un mouvement unanime.

Nous n'avons par ailleurs aucune gloire à en tirer, sinon celle d'avoir su exprimer clairement ce que le grand nombre sentait ou devait confusément. Et c'est le rôle d'une organisation anarchiste que de replacer les problèmes sur leur terrain social et de rechercher les solutions qui apportent à la fois un adoucissement aux difficultés matérielles du prolétariat et dont l'application nécessite un effort de la part des éléments les plus conscients de ce dernier.

Aussi bien n'en sommes-nous qu'un début de cette campagne, aux premiers et timides essais de réalisation, alors que la gent politicienne et les fabrications de complications que sont les administrations centrales s'ingénient déjà à brouiller les cartes et à créer l'ivresse.

Il nous intéresse avant de savoir ce que feraient les prix, jusqu'où cette baisse peut aller, et au détriment de quelles couches sociales elle se fera, que de voir les denrées alimentaires et les produits d'utilité courante diminuer en valeur d'achat.

En effet, il existe un certain nombre de conditions matérielles qui favorisent une baisse naturelle des prix. Ainsi les œufs sont extrêmement abondants, le cheptel est aussi nombreux, les récoltes plus qu'avant-guerre, etc.

Mais si ces circonstances, conjuguées à des importations massives de marchandises étrangères, peuvent entraîner une chute de 5 ou 10 %, la question demeure de savoir si les consommateurs doivent se contenter d'applaudir le gouvernement, ou de le solliciter, ou de l'enlever, et c'est l'attitude de la plupart des syndicats de toutes tendances qui se révèle au travers de leurs résolutions — ou bien s'ils doivent prendre eux-mêmes l'initiative de cette baisse, faire peser dans la balance le poids des efforts de leurs efforts unis, rechercher la forme la meilleure du circuit direct, débarrasser du lourd appareil de fonctionnaires et libérer de la dime des innombrables intermédiaires.

Autrement dit, la baisse des prix peut être, soit le résultat partiel (anodin jusqu'à présent), d'une conjonction favorable, et tout le tapage actuel n'est alors qu'une simple opération politique destinée à redorer le blason ministériel, à laquelle participent tous les soutiens avoués ou honteux de la troisième force, et c'est du réformisme sans réforme, parce que truqué, ou bien cette baisse sera poussée audacieusement jusqu'à sa conclusion logique : une répartition plus simple, libérée des margouillins, des grossistes et des détaillants, impliquant une baisse sérieuse, avantageuse pour les revenus ouvriers, ruinant les catégories sociales qui s'enrichissent au détriment des consommateurs, liquidant les dix-huit cent mille commerçants parasites, et dotant le prolétariat d'un réseau vivant d'organes de distribution : coopératives, associations d'achats en commun, groupements de troc.

Dans la période de recul ouvrier que nous vivons, toute réforme devient révolutionnaire, parce qu'elle ne peut être appliquée qu'au détriment de classes sans avenir, parasitaires, et qu'elle ne peut être imposée que par l'affirmation des possibilités de la classe laborieuse.

Nous devons donc en conclure que notre responsabilité n'en est que plus engagée, et que notre tâche ne fait que commencer.

Attendre du gouvernement qu'il fasse œuvre révolutionnaire, ou donner l'illusion aux foules ouvrières qu'il en est capable, c'est participer à une escroquerie. Le gouvernement ne cherche qu'à flouer un régime historiquement dépassé et s'engage pour le sauver dans une politique de préparation à la guerre.

Ce n'est donc pas en mettant la classe ouvrière au service de ce gouvernement que nous provoquerons la renaissance du mouvement ouvrier. C'est au contraire en dépassant le gouvernement en audace et en initiative, en affirmant que les groupements ouvriers sont maîtres et en le prouvant par l'action, en portant le fer rouge dans tous les groupes gangrenés par la décomposition politicienne, que nous rendrons la santé au prolétariat.

Empêcher que les coopératives et les groupements d'achat soient des succursales d'un parti, faire fonctionner le contrôle ouvrier, multiplier les initiatives, créer de nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne, ignorer systématiquement tous les intermédiaires, c'est fortifier les capacités révolutionnaires des travailleurs, c'est participer à la constitution d'une véritable troisième force. Celle qui n'est ni avec l'Est ni avec l'Ouest, ni avec le capitalisme décrié, ni avec la bureaucratie montante, celle qui sort des profondeurs des masses éternellement exploitées, celle qui est dans la tradition vivante du mouvement révolutionnaire, celle qui va au travers des mille expériences quotidiennes vers plus de bien-être et de liberté.

S. PARANE.

BAISSE DES PRIX et circuit direct

18 Mars 1871

Le 18 mars 1871 est la date initiale d'un événement historique qui a ébranlé la société européenne et le monde entier : la Commune de Paris. Depuis lors, l'humanité a souffert des secousses autrement profondes qu'elle a subi d'es malheurs qui seraient propres à faire oublier cet épisode, si nous en jugeons d'après les proportions matérielles et ce qu'il a de spectaculaire dans les événements. Mais des ruines du Paris de 1871 a surgi un mythe qui entretient l'optimisme révolutionnaire pendant trois quarts de siècle, qui inspire des pages admirables et préside aux œuvres de grands créateurs d'idées et de faits. Au contraire de la catastrophe de la deuxième guerre mondiale, il ne reste que des ruines désolées, et le pessimisme, envahissant les cœurs, trouve son expression théorique jusque dans les programmes des partis et des individus qui voyaient dans la révolution prolétarienne la culmination de leurs luttes et le dénouement prévu de toutes les communes du passé. Il est donc salutaire de se remettre l'esprit dans le souvenir de la Commune de 1871, afin d'en dégager les traits essentiels à travers les interprétations classiques de ce fait mémorable.

UNANIMITE REVOLUTIONNAIRE

En dépit du schisme imminent qui menaçait la première internationale, les deux camps, celui de Marx et celui de Bakounine, embrassaient avec une égale ferveur la cause de la Commune et se connaissent — par une identité paradoxale d'appréciation ! — la portée historique du mouvement, Mazzini dans les colonnes du journal *Avvenire del Popolo*, qu'il venait de lancer, s'acharnant sans répit contre la Commune, car il n'y voyait qu'un mouvement absurde, sans but et sans direction. Bakounine prit la défense de la révolution contre Mazzini et l'importance de l'interprétation de Bakounine se trouve dans ce qu'il fit pour l'opinion socialiste de la révolution dans les pays latins (Italie, Suisse, Espagne et France), ce que Marx fit avec sa « Guerre civile en France » pour les secteurs socialistes d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis.

Naturellement, Bakounine voit dans la Commune un mouvement dans le sens de son propre fédéralisme anarchiste. « Je suis partisan de la Commune », déclarait-il en juin 1871, parce que bien qu'ayant été écrasée et noyée dans le sang par les bourgeois de réaction monarchique et cléricale, elle renait plus puissante dans l'imagination et le cœur du prolétariat européen ; et en particulier, parce qu'elle fut une négation audacieuse, très accentuée, de l'Etat » (Œuvres, IV : 253). En effet, la Commune, en niant l'Etat et les autorités établies, et en proclamant l'autonomie des petits groupes, présentait un fédéralisme qui assurait un maximum de libertés aux unités individuelles. « L'ordre social futur », selon Bakounine, doit se constituer de bas en haut par la libre association et fédération des travailleurs, d'abord en associant puis en groupant, en districts, en nations et, finalement, en une grande fédération internationale et universelle. » (Œuvres, IV : 264).

Nous reconnaissons la fidélité de Proudhon, qui comptait pas mal de disciples parmi les militants français de l'Internationale ; mais Bakounine y ajoute une conception propre du développement révolutionnaire. La logique des événements révolutionnaires oblige les chefs démocrates et jacobins à se plier au programme de la minorité socialiste. « Ces généraux jacobins », observe Bakounine, « d'abord en associant puis en groupant, ils se sont élevés à un grand caractère, souhaitaient ardemment avant tout le triomphe de la Révolution ; et puis, il n'y a pas de révolution sans masse et que les masses d'aujourd'hui, toutes pénétrées d'instinct socialiste, ne sont capables que d'une révolution économique et sociale, les jacobins, se laissant entraîner de bonne foi par la logi-

que du mouvement révolutionnaire, finissent à leur insu par se convertir en socialistes. » (Œuvres, IV : 226).

Les figures les plus remarquables de l'anarchisme se sont associées sans réserve à ce jugement sur la Commune. Selon Kropotkine, « La révolution de 1871 fut avant tout une révolution populaire. Ce fut avant tout l'œuvre du peuple lui-même, elle surgit spontanément de la masse, et c'est dans les grandes masses populaires qu'elle trouva ses défenseurs, ses héros, ses martyrs... Et, en même temps, l'esprit qui l'anima ce fut l'idée de la révolution sociale, vague encore et peut-être inconsciente ? l'effort pour obtenir enfin, après des luttes séculaires, la vraie liberté, la vraie égalité pour tous les hommes... L'indépendance communale fut qu'un moyen pour le peuple de Paris ; la révolution sociale fut son but. » (Brochure éditée à Londres en 1896).

...ET INCOMPREHENSIONS RECIPROQUES

Toutefois, les anarchistes, en particulier ceux de la célèbre « Fédération Juassienne », dont faisait partie, Guillaume, l'historien de l'Internationale, ennemi acharné de Marx, expriment une grande surprise devant l'attitude que celui-ci adopta et ne pouvaient pas com-

(Suite page 2)

LES CRAPAUDS AVEUGLES

LES quelques libérés dont nous jouissons semblent aujourd'hui de plus en plus menacés. De quel côté coté que l'on se tourne, on voit se profiler l'image menaçante de la tyrannie totalitaire. A droite, ce n'est qu'à gauche, le knout. Chaque jour l'opinion publique française se cristallise davantage autour de ces deux pôles attractifs : le général de Gaulle et le parti bolchevick stalinien. D'un côté comme de l'autre c'est la dictature, c'est l'oppression.

La victoire gaulliste c'est le règne des gannons et des jésuites, c'est la presse bâillonnée, ce sont les revendications ouvrières noyées dans le sang, ce sont les boucheries coloniales.

La victoire bolcheviste c'est la dictature de la bureaucratie politicienne, c'est la pensée libre étouffée, c'est l'embrigadement des travailleurs ravis à la tâche, c'est la fin des libertés syndicales (ou de ce qui en reste).

Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est le règne de la trique, c'est la police toute puissante, c'est la militarisation de la vie, la capitalisation de la nation toute entière, c'est l'étouffement.

D.G.E.R. ou G.P.U. ? Nous ne voulons d'aucun joug ni de l'autre, ni de la tricolore ou rouge ! Qu'il soit orné de la croix de Lorraine ou de la faucille et du marteau !

Nous refusons tout ceux de telles perspectives n'enchante pas. Nombreux sont ceux qui se refusent à courir complètement la nuque et qui voudraient tout au moins sauvegarder un peu de liberté et seraient prêts à lutter contre ce double danger.

Mais comment lutter ? Comment combattre à la fois ces deux aspects d'une même tyrannie ?

Il en est qui hésitent devant la seule issue : la révolution libératrice. Il en est qui reculent devant le effondrement de toutes leurs idéologies et n'ont pas peur entièrement avec leurs façons de penser et d'agir traditionnelles.

Tous ces hésitants espèrent encore une planche de salut.

Aussi beaucoup de « bons esprits » vantent-ils les vertus de la « démocratie ».

Et certains tentent d'attirer dans le marécage démocratique sous prétexte d'un « moindre mal » les esprits libres qui ne veulent pas renoncer.

Ecoutez le chant des sirènes fangeuses : « Certes, nous dit-on, nous savons bien des défauts et les tares du capitalisme libéral et de la démocratie bourgeoise. Certes nous savons que nous ne valons pas cher les politiques de la 3^e force. Certes nous n'ignorons pas quels tripotillages, quelles malhonnêtetés, quelles infamies couvrent le parlementarisme. Certes nous savons l'impuissance du réformisme à résoudre complètement le problème social. Certes nous savons que les libérés que nous laissent les politiciens sont bien maigres !

« Mais mieux vaut un peu de liberté que pas de liberté du tout. Mieux vaut être un chien enchaîné qu'un loup en cage. »

Et tous ces arguments spécieux sont repris et développés (de façons diverses suivant les milieux que visent cette insidieuse propagande) par de subtils dialecticiens.

Et cette rhétorique a gagné même certains milieux qui se réclament peu ou prou de l'idée libératrice !

« Oui, s'écriait récemment un de ces brillants sophistes, cette démocratie que nous nous convions à défendre contre les totalitarismes de gauche ou de droite c'est un marais nauséabond, mais nous n'avons pas le choix et mieux vaut avoir les pieds dans la boue et la tête au soleil qu'être enfoncé dans l'ombre des cachots ».

La tête au soleil, camarades ! Je crains bien que nous n'ayez ramassé un sérieux coup de bambou ! Un coup de bambou qui vous aura rendu aveugles !

Il est bien profond le marécage où vous voulez nous entraîner et une fois qu'on y a mis les pieds on est vite enlaid. Quand la boue nous couvrira les épaules nous pourrions bien encore gueler mais nous ne serons plus libres et nous ne valons pas mieux que les autres. Et bientôt nous serons absorbés entièrement dans la fondrière !

Cette demi-liberté que l'on convie à défendre ne voyez-vous, camarade, qu'elle s'amoindrit chaque jour et que ceux qui la défendent se sentent de plus en plus en réclament et qui sont censés se sentir, ceux que nous devrions rejoindre !

La situation est trop grave pour se griser de mots, dit-on.

D'accord ! aussi de même que l'anarchisme avec son scalpel débarrasse la pièce qu'il dissèque des graisses et tissus superflus pour dégager et mettre en lumière les divers branches des nerfs ou des vaisseaux qu'il veut étudier, de même devons-nous à l'aide de la raison et de l'expérience éliminer toute la phrasologie et tous les sonnettes pour mieux dégager les divers forces qui se trouvent en présence pour en distinguer les divers courants et les mener à leur juste valeur.

Et d'abord élever les veilles qui

(Suite page 2)

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

LES CADRES ET NOUS

« Les Cheminots de base qui se sont battus pour leurs salaires voient aujourd'hui les cadres de la S.N.C.F. qui les ont combattus avec une violence inouïe lors de la grève de novembre-décembre, fournissant rapports sur rapports, n'hésitant pas à faire des faux pour se débarrasser du feu éternel des délégués, avoir une augmentation sérieuse sur une paie qui n'était pas à dédaigner, pendant qu'eux, devant se contenter d'une aumône, passent devant le conseil de discipline et se voient frustrés de leur prime de fin d'année, quand ce n'est pas tout simplement la mise à la porte. »

« Les cadres avec nous, notre lutte est la vôtre, était le mot d'ordre des dirigeants syndicaux; en réalité, les cheminots ont tiré les marrons du feu, et s'y brûlent souvent sérieusement pendant que ces messieurs les mangent. »

« Voilà ce que nous signale Albert Bordes, un cheminot révoqué pour fait de grève, dans l'Unité Syndicale. Telles sont également les plaintes de nombreux camarades aux activités diverses. Partout le même cri, partout la même constatation : « Les cadres nous trahissent. Les cadres font le jeu du patron ! »

Et comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on connaît les attributions des chefs ? Un chef est avant tout responsable du rendement de l'atelier ou du bureau qu'il dirige. Pas de rendement chez l'ouvrier, la porte pour le gradé. A moins de redevenir simple compagnon ou employé. Notre régime étant par principe hostile à la philanthropie et développant à l'extrême l'égoïsme humain, il est facile de comprendre pourquoi un chef est par essence le garde-chiourme redoutable et redouté. Combien de fois n'avons-nous pas vu de bons compagnons, des travailleurs dévoués, des camarades d'élite ou de bureau devenir des êtres impossibles à tutoyer, à fréquenter, des êtres inhumains parce que brusquement élevés dans la hiérarchie de l'usine ou du chantier. Cent sous de plus de l'heure et voilà un individu transformé du tout au tout. D'ami il devient ennemi, plus sévère, plus rude que le patron lui-même. Par la vertu du grade ! Et les exceptions confirment la règle.

D'où vient le mal ? Encore une fois, du système économique lui-même. Comment pourrait-on récompenser l'esprit d'initiative, en régime capitaliste, autrement que par un profit immédiat et une grimpe plus ou moins rapide de l'échelle de la hiérarchie ? Le malheur veut que cette récompense ait pour résultat une tutelle plus

grande de l'inadapté, de l'inadaptable ou de la tête de Turc de la part de ces « intermédiaires » d'un genre bien particulier.

Dans les grands Etats modernes les cadres, plus ou moins nombreux et rémunérés, prennent une allure de caste dirigeante, véritable armature du régime nouveau ou très ancien; ce sont des techniciens qui, sous l'apparence de SERVIR, ne font que jouir des deniers gagnés à la sueur des ouvriers. Cette technocratie, ce fonctionarisme sans âme, axé par la crainte, à un résultat : l'esclavagisme. Vu par ce bout de la lunette — en toute objectivité — le prolétariat régresse puisque c'est du système d'organisation par lui appelé que sont nés les technocrates. Que ce soit en Russie ou aux U.S.A.

Reconstruction d'une unité ouvrière ? Il faudrait s'entendre. Dans certains parti — le P.C.F. pour ne pas le nommer — et dans sa filiale, la C.G.T., il est beaucoup question, depuis 1936, d'unité. Unité ! Unité ! Tel est le slogan maison, la panacée universelle. Mais unité avec qui ? Et unité avec quoi ? Nos lecteurs sur ce sujet sont bien informés.

Dans le cas qui présente nous intéressent, à savoir l'unité d'action avec les cadres prônée par le bureau confédéral naco nous répondons, avec le camarade Bordes, que partout où il y eut des mouvements revendicatifs, partout les cadres s'ingénierent à briser l'union ouvrière pour des raisons politiques ou pour des raisons égoïstes — soit en le boycottant ouvertement soit en sapant le travail des militants. Partout où il y eut grève ou présentation de cahiers de revendications par les ouvriers, des patrons sauvegardèrent les intérêts patronaux moyennant lâchage de l'est aux cadres par le patronat. C'est ce qui explique les batailles autour du fromage qui est la hiérarchie des salaires. Et dans le cadre récemment défendue par les représentants des cadres l'on vit dans plusieurs maisons ledits représentants aux Comités d'entreprise prendre le contre-pied des propositions ouvrières, facilitant ainsi le refus patronal ou le principe de l'arbitrage impératif. C'est ainsi aussi, que s'expliquent les grèves de cadres alors que les ouvriers avaient repris le travail après obtention de ce qu'ils avaient demandé, les cadres s'estimant lésés par les accords passés.

Les votes — pour ou contre la grève — sont nets à ce sujet. Dans quelques départements de l'Industrie, les cadres voulaient bien suivre le mouvement ouvrier mais ont refusé le principe de la grève des dirigeants de la main. Dans les industries nationalisées, par exemple, où Marcel Paul et autres Leclercq avaient casé des copains sûrs. Mais partout ailleurs, les cadres ne suivirent pas, s'opposèrent même non par souci de dénoncer l'infiltration politique dans les syndicats, mais parce que leurs intérêts ne coïncident pas avec ceux des ouvriers, en régime capitaliste. Et s'ils avaient présenté leurs revendications au grand jour ! Mais non, pas même. C'est été trop dangereux.

D'où la création de syndicats particuliers aux cadres : les syndicats Robin, la C.G.C., etc.

Ce qui devrait étonner les syndi-

qués C.G.T. c'est le désir constant, confédéral, de grouper les cadres exprimé depuis 1939 par le bureau entre eux par branches particulières sans tenir compte des intérêts des branches considérées. Nous autres qui ne croyons aucunement à la pérennité du système capitaliste — ni à celle de ses déviations étatiques, technocratiques, etc. — nous ne voulons plus entendre parler des intérêts particuliers des cadres. Nous ne pouvons concevoir en effet que le problème économique — qui est général — soit différent suivant que l'on s'adresse à l'une ou à l'autre des fractions d'une population. Le problème ne peut être réglé qu'en son ensemble. Le fractionner, c'est aboutir nécessairement à un échec.

Prenons un exemple concret. Le Livre — que je connais bien — est composé d'une foule de syndicats particuliers, chacun d'eux étant le groupement d'ouvriers spécialistes : typographes, linotypistes, graveurs, rotativistes, correcteurs, impressionnistes, etc. Mais les camarades se rassurent, j'allais oublier de vous le dire, les Cadres ne veulent à aucun prix côtoyer leurs esclaves dans une même section syndicale.

NORMANDY.

AU JOUR LE JOUR

(Suite de la 1^{re} page)

Les considérations statistiques ne sont pas étrangères à ce vote-face ni, on s'en doute, les intérêts pétroliers liés à la Standard Oil. La version de M. Marshall est que les U.S.A. ont été amenés à modifier leur politique par crainte de voir un conflit entre Juifs et Arabes déclencher une guerre mondiale.

Le Comité exécutif de l'Agence Juive, réuni le 23 mars à Tel-Aviv a néanmoins décidé de proclamer l'Etat Juif le 16 mai prochain, à 0 heure. On sait que la Grande-Bretagne s'est engagée à abandonner son mandat sur la Palestine à la date du 15 mai à minuit, mais il n'est pas exclu que cette question soit reconsidérée par le gouvernement travailliste.

Le Caire. — La Ligue Arabe doit se réunir incessamment au Caire. Un système d'alliances militaires entre les différents états arabes étant à l'ordre du jour.

Un pacte d'assistance mutuelle entre les Etats arabes et les Anglo-Saxons ne tarderait pas à se conclure.

Londres. — A la Chambre des Communes, le major Attlee, premier ministre, a déclaré : « Les fonctionnaires communistes ou fascistes licenciés par le gouvernement ne seront pas indemnisés ».

Genève. — Conférence sur la liberté de l'information. M. Bogomolov, délégué soviétique, invoquant la raison d'Etat, a demandé la suppression de certains points de l'ordre du jour portant création d'un organisme international pour la diffusion des nouvelles, ce qui est contraire, a-t-il dit, au principe de la « souveraineté nationale ».

La proposition soviétique a été repoussée par 9 voix contre 2 (U.R.S.S. et Yougoslavie).

Prague. — Le gouvernement de Prague se prononce contre l'enseignement catholique par la fermeture des écoles confessionnelles.

cheur — en dehors de ses intérêts strictement professionnels A D'AUTRES INTERETS A DEFENDRE. Eh bien ! nous ne marchons pas pour l'unité avec ces gens-là. CE GENRE D'UNITÉ S'OPPOSE AU PRINCIPE UNITAIRE PROLETAIRE. Ce que nous voulons — dans l'immédiat — c'est le rattachement des cadres et techniciens à leurs sections syndicales respectives : le chef cliqueur aux cliqueurs, le chef brocheur aux brocheurs, etc. Parmi les ouvriers, au milieu d'eux, pour la défense de la profession, pour la présentation de revendications communes, Gageons qu'ailleurs leur position sera différente de celle qu'ils occupent actuellement, qu'ils s'entendront dire quelques vérités, que le travail dans les ateliers, les chantiers et les champs n'aura pas même signe. Sections de cadres ? Sections de division. Section de jaunes. Unité d'action avec ces sections ? Unité désagréable, Unité de dupes.

Mais que les camarades se rassurent, j'allais oublier de vous le dire, les Cadres ne veulent à aucun prix côtoyer leurs esclaves dans une même section syndicale.

NORMANDY.

— Le ministère de l'Intérieur de Tchecoslovaquie, par une série de procès intentés contre diverses personnalités pour « assistance fournie à des espions des pays occidentaux » est sur le point de commencer la liquidation des opposants au régime.

Trieste. — Eugenio Longo, leader communiste a déclaré : « S'ils ne nous cèdent pas le pouvoir que la majorité nous aura donné, nous les chasserons comme nous en avons chassé d'autres au cours de la lutte pour la libération ».

Palmiro Togliatti, au cours d'un grand meeting « pour Trieste italienne et pour la défense de la paix », le 27 mars, sur la place du Peuple, assure que « rien n'arrivera si le front populaire est victorieux... ». Il veut arrêter le Front, mais nous avons des millions de travailleurs derrière notre drapeau. Les forces populaires l'emporteront et la paix avec elles ».

Inde. — Le parti communiste et les organisations affiliées sont déclarés illégaux par le Gouvernement du Bengale.

Francfort, 1^{er} avril. — Une direction unique des transports pour les trois zones occidentales est instituée à Francfort.

Bogota, 30 mars. — Faisant suite aux conférences de février 1945 à Mexico et d'août 1947 à Rio de Janeiro, la 9^e Conférence, panaméricaine a commencé ses travaux à Bogota, sous la présidence du ministre des Affaires étrangères de Colombie. Parmi les problèmes abordés figurent la coopération militaire, la situation économique de l'Amérique latine ainsi que le problème des colonies européennes dans le Nouveau Monde. Cette conférence réunira les ministres des Affaires étrangères des deux Amériques.

On vit aussi un ingénieur S. N. C. F. diriger une usine de réparations de wagons au N.O. des Ateliers. Bien entendu, étant donné son poste les réparations affluèrent vers son usine et les pièces nécessaires, même rares — les ateliers S. N. C. F. ne peuvent bien souvent s'en procurer aucune — sont servies par priorité à cet établissement.

Dans le domaine social, c'est du pareil au même, c'est les louches combines, les intrigues stalinienne. L'on paye des bureaux où s'établit la propagande de la C. G. T., filiale du grand parti, et où se planquent les « permanents » et leurs petites amies du moment.

Toutes les bassesses, toutes les combines, tous les marchandages de la direction de la S. N. C. F. et des stalinien qui aboient avec Tourne-main rempliraient les quatre pages de ce journal et encore sans que nous en fussions de détail.

Aussi, que M. Lemaire parte, cela nous fera ni chaud, ni froid. Nous savons bien que M. le directeur général, devenu l'ex-directeur général, n'attendra pas après sa retraite tous les trois mois.

Pourtant, nous faisons un vœu, c'est qu'un jour M. Lemaire, comme ses congénères, les exploitateurs des travailleurs, attendent pendant une quinzaine de jours avant l'échéance de la retraite, sans un sou, comme un de nos vieux camarades retraités S. N. C. F. de Poitiers attendait dernièrement, en mangeant pour toute nourriture des pommes de terre à l'eau, n'ayant plus d'argent pour s'acheter un pain.

Mais tranquillisez-vous, M. Lemaire ne finira pas ses jours ainsi, même si le ministre le « flouide » !

Le coin des Cheminots

Toujours la Direction et ses amis Stalinien

Il paraît que dans les coulisses du Ministère, on parle sérieusement d'une « épuration » prochaine à la direction de la S. N. C. F. Les cheminots n'iront pas pleurer M. Lemaire, si celui-ci est admis à faire valoir ses droits à la retraite. D'ailleurs, celui qui sera appelé à remplir les fonctions de Directeur général après M. Lemaire, sera également un « directeur général » avec tout ce que la fonction a d'immonde pour elle-même. Nous autres, Anarchistes, comme nos camarades de la Fédération des Travailleurs du Rail C. N. T., nous disons que « l'ordre à la S. N. C. F. » sera seulement réalisé par la gestion ouvrière des Chemins de Fer.

Mais revenons donc à M. Lemaire, qui, vous pouvez être tranquille, n'ira pas se faire inscrire au chômage, s'il doit quitter son bureau de la rue St-Lazare.

L'activité du directeur général est tout un roman. M. Lemaire fut placé comme chef responsable de la S.N.C.F. au lendemain de la « Libération » sur les instances du parti de Maurice Thorez-Tourne-main. Dès qu'il fut installé, ce bon M. Lemaire eut, comme on dit, la reconnaissance du ventre et s'occupa activement à placer tous les petits amis nacos.

En 1946, les Anarchistes déclenchèrent la grève des cheminots de Dijon. Nos nacos, dont le grand chef Thorez était à l'époque vice-président du Conseil, étaient fort embarrassés. En deux ou trois jours, avec la Direction générale, on menaça de ne pas payer les heures de grève. Seulement voilà, quelque temps avant, une grève avec manifestation stalinienne avait eu lieu à Paris et la direction générale avait donné l'ordre de ne pas travailler.

Vraiment indépendant, n'est-ce pas, le directeur général ? La servilité observée vis-à-vis de la politique stalinienne par la direction de la S. N. C. F. depuis que M. Lemaire en est le chef responsable, fait que cette société des cheminots de fer est devenue un véritable repaire. On se demande pourquoi Tourne-main n'a pas pris carrément le poste de directeur général à la « Libération » et pourquoi des ordres ne furent pas donnés pour que les secrétaires de cellules remissent les fonctions de chefs d'atelier de gare ou de bureau. Néanmoins, les petits amis furent placés et leur valeur morale rivalisait avec celle de ces messieurs de la direction générale. On vit comme à Austerlitz un chef de gare faire des discours à l'heure du téléphone devant un bataillon de gauche et non à la droite ! On vit aussi sur l'arondissement de Saint-Lazare un contrôleur de comptabilité venir dans les gares avec son vin.

On vit comme sur l'arondissement de Mans des mouchards patentes qui avaient pour seul travail de trouver des moyens de liquider ceux qui ne sont pas nacos.

On vit encore sur l'arondissement de Caen des chefs de gare demander la révocation de cheminots parce que ceux-ci étaient des militants C. N. T. On vit se créer cette région méditerranéenne ! Il n'y avait plus assez de place à Paris pour les petits amis et leur équipe de catastrophes.

On vit les trafics louches lors de la reconstruction du Magasin Général de St-Pierre-des-Corps (dont l'adjudication fut confiée à la S. E. G. T.).

On vit aussi un ingénieur S. N. C. F. diriger une usine de réparations de wagons au N.O. des Ateliers. Bien entendu, étant donné son poste les réparations affluèrent vers son usine et les pièces nécessaires, même rares — les ateliers S. N. C. F. ne peuvent bien souvent s'en procurer aucune — sont servies par priorité à cet établissement.

Dans le domaine social, c'est du pareil au même, c'est les louches combines, les intrigues stalinienne. L'on paye des bureaux où s'établit la propagande de la C. G. T., filiale du grand parti, et où se planquent les « permanents » et leurs petites amies du moment.

Toutes les bassesses, toutes les combines, tous les marchandages de la direction de la S. N. C. F. et des stalinien qui aboient avec Tourne-main rempliraient les quatre pages de ce journal et encore sans que nous en fussions de détail.

Aussi, que M. Lemaire parte, cela nous fera ni chaud, ni froid. Nous savons bien que M. le directeur général, devenu l'ex-directeur général, n'attendra pas après sa retraite tous les trois mois.

Pourtant, nous faisons un vœu, c'est qu'un jour M. Lemaire, comme ses congénères, les exploitateurs des travailleurs, attendent pendant une quinzaine de jours avant l'échéance de la retraite, sans un sou, comme un de nos vieux camarades retraités S. N. C. F. de Poitiers attendait dernièrement, en mangeant pour toute nourriture des pommes de terre à l'eau, n'ayant plus d'argent pour s'acheter un pain.

Mais tranquillisez-vous, M. Lemaire ne finira pas ses jours ainsi, même si le ministre le « flouide » !

SOURIANT.

Les Chambres syndicales pendant la Commune

Le mouvement syndical embryonnaire sous le Second Empire, devait jouer dans la période qui précède la Commune, comme pendant celle-ci, un rôle important, non pas tant par son organisation encore mal définie et se différenciant peu des mouvements ou clubs socialistes de l'époque, mais par des hommes qui avaient été au lendemain du Coup d'Etat du 2 décembre, les créateurs et les amateurs d'Associations qui devaient, par la suite, prendre le nom de « Chambres syndicales ».

C'est au mois de février 1864, qu'un manifeste rédigé par le ciseleur Tolain et signé par soixante ouvriers, pose pour la première fois le problème social sur le terrain purement économique. Le manifeste des soixante est la première tentative faite par des travailleurs pour échapper à la « fatalité » qui les conduit à passer par le canal des politiciens de gauche pour obtenir des améliorations de leur condition d'existence.

Le résultat de cette initiative fut immense. La gauche libérale, les Jules Simon, les Garnier-Pagès, les Jules Fabre, effrayés et redoutant de se voir abandonnés par leur clientèle électorale composée en grande partie d'ouvriers, amandèrent et obtinrent de l'Empire fatigué et déjà prématurément usé, l'abolition de la loi Le Chapelier, interdisant et réprimant les coalitions. Les travailleurs en profitèrent pour développer des associations qui prirent le nom de « Chambres syndicales » et de nombreuses sociétés ouvrières naquirent : broyeurs, bijoutiers, ferblantiers, menuisiers, imprimeurs, etc...

Ces sociétés formées dans de nombreuses industries, placèrent à leur tête des hommes qui allaient jouer dans l'histoire de la Commune un rôle important. Constitues en Fédération et installés dans un local très vaste de la rue de la Corderie, ces Chambres syndicales s'attachèrent à développer des cercles d'études sociales, des cercles de mutualistes qui auront une part importante dans la formation de l'élite ouvrière qui impulsera la Commune.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que l'enseignement de Proudhon qui devait marquer le mouvement syndical, a porté ses fruits et que la Fédération des Chambres syndicales, bien que possédant en son sein quelques membres notoires de l'Association internationale des travailleurs (la première internationale) n'avait garde de compromettre son existence en se liant avec cette dernière.

Les délégués des Chambres syndicales qui avaient organisé la seule démonstration ouvrière contre la guerre, à la veille du conflit de 1870 qui devait jeter l'un contre l'autre les impérialismes français et prussien, prennent l'initiative le 4 septembre 1870, au soir de la chute de l'Empire et de la proclamation de la III^e République, d'une adresse aux travailleurs allemands les adjurant de s'abstenir dans cette lutte fratricide.

Au lendemain du siège, la Chambre fédérale de la rue de la Corderie s'associe à l'Internationale pour réclamer le pouvoir aux travailleurs.

Bien que surprise par l'initiative du Comité Central des gardes nationaux défendant ses canons le 18 mars 1871, elle se rallie au mouvement et dès la proclamation de la Commune, le prolétariat parisien va faire largement appel aux hommes des Chambres syndicales pour peupler ses différents Comités.

Duval, de la Chambre syndicale de broyeurs, s'installe à la préfecture de police. Choisi pour diriger une sortie de l'armée populaire, il sera assassiné par les Versaillais au Petit-Bicêtre.

Eugène Varlin, typographe, organisateur avec Journe, des finances de la Commune. Un des derniers défenseurs de la rive gauche. Assassiné rue des Rosiers.

Frankel, de la Chambre syndicale des bijoutiers, commissaire aux services publics et au travail ; on lui doit la liquidation des Mont-de-Piété.

Theiss, ciseleur, directeur des Postes dont l'énergie fit de son service, celui qui fonctionna le mieux pendant la Commune.

Camelinat, menuisier en bronze, qui dirigea la Monnaie.

Triguet, cordonnier, membre de la Commune, qui, à l'heure des faiblesses, sut trouver les mots simples qui imposent aux bourgeois : « J'ai été dit-il, envoyé à la Commune par mes concitoyens, j'ai payé de ma personne, j'ai été aux barricades, et je regrette de ne pas y avoir été tué. Je suis un insurgé, je n'en disconviens pas ».

Et tant d'autres : Langvin (mécanicien), Champy (bâtiment), Malon, Arrial, Ramet, Pondy, tous membres de la Commune, tous organisateurs de leur Chambre syndicale.

Si la faiblesse de la Chambre fédérale syndicale, — faiblesse qui s'explique par l'engouement des meilleurs pour le caractère politique de l'Internationale — comme par les difficultés d'organisation dans la première période de l'Empire empêcha le mouvement syndical de jouer pendant la Commune le rôle économique qui est le sien, il n'en reste pas moins vrai qu'il apparut à travers l'action de ses militants comme un danger pour les classes possédantes.

Celles-ci ne s'y trompèrent pas et le lendemain de la Commune vit l'organisation syndicale traquée, dissoute. Toute tentative faite pour reconstruire les « cercles syndicalistes » qui allaient être les successeurs des Chambres syndicales et les prédécesseurs des nos syndicats modernes, se heurta au mauvais vouloir des pouvoirs publics. Les travailleurs, inlassablement, continuèrent une action qui se renforça au retour des proscriptions de la Commune, en 1875, et donna naissance au syndicalisme moderne.

JOYEUX.

C.G.T. Policière

Le « Peuple », organe de la C.G.T., publie dans son dernier numéro, les communiqués du Bureau confédéral de la rue Lafayette.

Voici ce qu'on peut lire :

LE LOCK-OUT DE SAINT-NAZAIRE

Le Bureau confédéral, réuni le mercredi 21 mars, adresse aux ouvriers lock-outés de Saint-Nazaire, une lettre de solidarité. Il élève une vigoureuse protestation contre l'attitude de Jules Moch qui, après avoir mobilisé la police contre les ouvriers quand ils font grève, met la police au service des patrons quand ils lock-outent leurs ouvriers.

LES GRAVES INCIDENTS DE LA MARTINIQUE

Le Bureau confédéral, à la suite des graves incidents survenus à Carbet, village de la Martinique, où des gendarmes ont tiré sur les travailleurs, faisant trois tués et 5 blessés, proteste contre ces faits inadmissibles, réclame des sanctions du Gouvernement, des brimades et provocations multiples à la Martinique contre les travailleurs.

Tout arrive, pensez-vous, puisque la C.G.T. reconstruit aujourd'hui que les rapports entre fils et ouvriers sont moins amicaux qu'elle le prétendait naguère.

Cette constatation n'altère pourtant rien l'attachement que les bonzes syndicaux témoignent aux « représentants de l'ordre ». Voici, en effet, extrait de la même page du même « Peuple » un texte qui se passe de tout commentaire :

La Commission exécutive de la Fédération des Syndicats de Police de France et d'outre-mer, réunie à son siège : 26, impasse Sainte-Félicité, Paris (15^e), les 17 et 18 mars.

Se félicite des marques d'attachement et de fidélité à la Fédération des Polices et à la C.G.T., manifestées par de nombreux adhérents des syndicats de toutes les catégories de policiers de France et d'outre-mer.

Constata que les actes scissionnistes dont fut l'objet l'organisme fédéral

ne trouvent pas écho auprès de la majorité des policiers solidement attachés au caractère démocratique et social de leur fonction.

Témoigne sa satisfaction aux Syndicats nationaux : Policiers en tenue, Compagnies républicaines de sécurité, Personnels techniques et administratifs restés inébranlablement fidèles à la vieille Fédération des Polices ;

Salue fraternellement l'adhésion des Syndicats nationaux exécutifs : Les Inspecteurs de Police d'Etat et Secrétaires de Police, marquant ainsi leur désir d'union à l'ensemble des policiers et à la masse des fonctionnaires et travailleurs, solidaires pour le relèvement de leurs conditions d'existence ;

Approuve unanimement l'appel lancé aux policiers par un groupe de camarades qui ont eu le courage de dénoncer l'action perfide des dirigeants du monde du travail, et fait siennes les revendications formulées dans ce manifeste ;

La Commission ;

Après avoir exécuté la décision de tenir le Congrès fédéral les 20, 21 et 22 avril 1948, à Paris, et elle appelle à prendre toutes les dispositions utiles pour faire de ces assises une magnifique démonstration de la vitalité du syndicalisme policier cégétiste.

C. N. T.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e. Permanence, tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30

CENTRE CONFEDERAL DE FORMATION SYNDICALISTE

La prochaine séance du Centre se tiendra le vendredi 2 avril, à 20 h. 45, Salle des Glaces, 47, rue de la Victoire (métro : Le Peletier ou Chaussée d'Antin).

FEDERALISME ET SYNDICALISME LA FONCTION NATURELLE DU SYNDICAT

2^e Union Régionale.

METAUX : Réunion des responsables des entreprises métallurgiques, le samedi 3 avril, à 14 h. 30, Salle des Sociétés Savantes, 28, rue de la Harpe, Paris (5^e). Les actions syndicales doivent faire le nécessaire pour être représentées.

Transports : Assemblée Générale, le dimanche 4 avril 1948, à 9 heures au restaurant « La Solidarité », 15, rue de Meaux, (Métro : Colonel Fabien). Présence de tous indispensables.

Grais et Peaux : Assemblée générale, le samedi 3 avril, à 15 heures, salle des Deux-Hémisphères, 65, rue du Faubourg-Saint-Martin (Métro : Châteaud'Eu).

Versailles : Union locale. Permanence Café « Chez Hélène », 23, rue Montbauron.

Dimanche 4 avril, à 10 heures, Conférence : Le Mouvement Ouvrier de 1871 à 1914. Les sympathisants sont invités.

ICI ET LA

La petite bagarre déclenchée depuis quelques jours, dans l'Humanité, par Pierre Courtade et André Carrel, contre Franc-Tireur, devrait faire réfléchir ces messieurs les socialistes de gauche, quant à l'amitié qui leur portait les « frères » socialistes. Attaques de flanc, de front ou sur les arrières se succèdent comme dans des batailles de partisans. C'est un harcèlement perpétuel. En attendant l'écrasement qui ne saurait tarder en cas de victoire communiste. Qu'en pensez-vous, Marcel Proust, André Marty-Catgras, Charles Ronsac et autres ? Continuez-vous à paraître sur les mêmes tréteaux avec vos futurs assassins ? Et que dites-vous de la « liberté » des socialistes tchèques dans le nouveau ministère Gottwald ?

Huma 23-3-48 *

« La défense nationale est un danger... Nous nous refusons de faire des commentaires, »

« Raynal a écrit : « J'adore tant et tant la France que je voudrais qu'elle n'ait besoin de faire pitié à personne, pas même à Dieu, et qu'aux heures de pire péri elle ne compte que sur la France. » Cela est net. »

Maurras écrivait son éditorial, sous l'épigraphie : « Tout ce qui est national est nôtre. » Le P.C.F. a repris le flambeau, Jeanne d'Arc, Maurras, tout y est. Nul doute que l'avenir de nos rectrices les peuples puissent fraternellement s'unir.

Les Joliot-Curie pètent feu et flamme pour le P.C.F. et celui-ci le leur rend bien. En attendant ce nous semble, lors du pacte germano-russe et du coup de poignard russe dans le dos de la Pologne en 1939, le tandem atomiste ne fut pas le dernier à cracher sur cette Armée rouge qu'aujourd'hui il ensemence.

AVEC NOUS, AVEC NOUS !

« Après les paysans, les commerçants et Jeanne d'Arc, nos moscovitaires de la C.G.T. violent maintenant au secours des marchands de bestiaux. De ces marchands de bestiaux dont ils demandaient il n'y a pas bien longtemps encore, la suppression. En effet, au Comité national de la viande qui s'est tenu au Ministère de l'Agriculture le 10 courant, un vœu a été déposé par les professionnels de la viande demandant que les 4.900 maguignons à qui on avait retiré leur carte professionnelle soient autorisés à continuer leurs fructueuses affaires, en attendant que le recours qu'ils ont introduit devant le comité national soit examiné.

Il va de soi que la plupart des délégués des consommateurs et des producteurs et, parmi eux, ceux de la C.G.-F.O., ayant estimé que la loi qui prévoyait la limitation du nombre des marchands de bestiaux à celui de 1939 n'avait pas à être tournée, ont voté contre cette prétention des professionnels de la viande.

Le délégué de la C.G.T. stalinienne a donné ses voix aux maguignons. Il a voté pour.

(F.O. 18-3-48.)

Pour votre planche à livres

Paul GILLE	
La grande métamorphose	122 fr.
Jeanne HUMBERT	
Eugène Humbert, sa vie, son œuvre	378 fr.
Raymond ASSO	
Chansons sans musique	147 fr.
Jules VALLES	
L'enfant	107 fr.
Le bachelier	107 fr.
L'insurgé	107 fr.
Les trois volumes	285 fr.
Ciro ALEGRIA	
La symphonie péruvienne	340 fr.
Jean GALTIER-BOISSIERE	
Mon journal pendant l'occupation	162 fr.
Mon journal depuis la libération	132 fr.
Mon journal dans la drôle de paix	162 fr.
Les 3 volumes	430 fr.
Trois Héros	202 fr.
Julien BLANC	
Confusion de pelfes ..	222 fr.
Joyeux fait ton fourbi ..	222 fr.
Henry POULAILLE	
Le pain quotidien	202 fr.
L'enfantement de la Paix	172 fr.
Alain SERGENT	
Je suivis ces mauvais gon	132 fr.